



DECISION DU MAIRE

N° D 2024-017

PRISE EN APPLICATION  
DES ARTICLES L2322-1 ET L2322-2  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : M57 – fongibilité des crédits : décision budgétaire modificative portant virement de crédit du chapitre 20 vers le chapitre 23 de la section d’investissement**

Le Maire de SAINT HERNIN,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2322-1 et L2322-2 ;

Vu la délibération n°CM2022-046 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2022 portant adoption de la nomenclature M57 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

Vu la délibération n°CM2023-020 du Conseil Municipal en date du 13 avril 2023 autorisant le Maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections (fonctionnement et investissement) pour le budget principal ;

Vu la délibération n° CM 2024-014 du Conseil Municipal en date du 12 avril 2024 portant adoption du budget primitif 2024 ;

Considérant la nécessité de procéder à des mouvements de crédits entre le chapitre 20 – immobilisations incorporelles et le chapitre 23- immobilisations en cours ;

DECIDE

**Article 1 :** Il est procédé aux mouvements de crédits suivants sur le budget principal 2024 :

| Libellé du chapitre                          | Imputation comptable                               | Montant    |
|--|--|------------|
| Chapitre 20<br>Immobilisations incorporelles | Compte 203<br>frais d'études                       | - 40 000 € |
| Chapitre 23<br>Immobilisations en cours      | Compte 231<br>Immobilisations corporelles en cours | + 40 000 € |

**Article 2 :** Conformément à l'article L2322-2 du code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine séance du conseil municipal.

**Article 3 :** La secrétaire générale et le comptable public sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes (3, contour Motte - 35000 RENNES) ou via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification.

Saint-Hernin, le 2 décembre 2024

Le Maire,

Marie-Christine JAUOEN

